

Redressement économique rapide ou résurgence du conflit :

Etude sur le relèvement économique dans la région de Bossangoa en République Centrafricaine

Rapport pour le PNUD, en partenariat avec ACF, par Hervé Hutin et Frédéric Meunier, Le Group', octobre 2015



Credit photo: Hervé Hutin

Le retour à une paix durable suppose un équilibre simultané entre plusieurs piliers conditionnels les uns des autres : la sécurité, la réconciliation politique, la réhabilitation de l'Etat, le redressement économique et la recomposition sociale avec l'accès aux droits. L'étude analyse les principaux leviers d'un redressement économique rapide dans la sous-préfecture de Bossangoa et prend en compte les spécificités sociales d'une communauté sortant de conflit (persistance des tensions, inertie au retour des déplacés et réfugiés, anciens combattants désœuvrés...). Elle s'inscrit dans un contexte national particulier. Même si ces analyses et les recommandations qui en découlent sont spécifiques à la région, elles peuvent contribuer à la réflexion sur le redressement du pays ou de ses régions.

La République Centrafricaine présente les caractéristiques d'un Etat failli en situation post-confliktuelle.

Cet état de fait la prédispose à un nouveau conflit. La succession des crises depuis douze ans, notamment l'intensité de la dernière (2012-2014), enlève à la population et au pays les moyens de pouvoir sortir d'une dynamique de conflits récurrents qui l'assimile à un long conflit. A un niveau individuel, la possibilité de

reprendre les armes reste présente : le coût d'opportunité représenté par l'engagement dans une guérilla est très faible en RCA pour un jeune sans formation ni perspective de travail.

La décapitalisation massive engendrée par des pillages systématiques, la désorganisation de toutes les filières, le délabrement des infrastructures publiques, l'absence de nombreux services publics ou privés et leurs conséquences sur la population (déscolarisation, difficile accès aux soins, malnutrition, perte de confiance) rendent d'autant plus difficile l'effort à fournir pour sortir des conditions qui génèrent cette situation.

A un niveau individuel, la possibilité de reprendre des armes peut devenir tentante : le coût d'opportunité représenté par l'engagement dans une guérilla est très faible en RCA. Pour un jeune, s'engager ou retourner dans un groupe rebelle ne lui coûte presque rien du fait qu'il n'a souvent ni travail, ni compétence, ni revenu et peu de perspectives. Le prix d'une arme automatique de guerre est équivalent au prix d'un jeune bovin.

Laisse à lui-même, le redressement économique est lent. Retrouver le PIB d'avant le conflit prendra au minimum une dizaine années compte tenu des dégâts et cela ne fait que replacer l'économie dans l'état où elle était à la veille du conflit.

Pourtant, certains indicateurs locaux montrent un début de redressement économique.

L'amélioration de la sécurité, de petites initiatives privées, la venue régulière de grossistes de Bangui, la réhabilitation d'une institution de micro crédit, la collecte de taxes par la municipalité sur le marché, le retour timide et progressif des administrations, la recapitalisation des foyers en petit élevage, les pratiques des tontines, le redéploiement progressif des services publics, la confiance dans l'avenir et les projets des foyers ainsi que la volonté de travailler de la population sont autant d'indicateurs significatifs de l'engagement des acteurs pour entrer de plein pied dans le relèvement.

Le contexte reste très instable à tous niveaux.

La résilience est limitée, le redressement reste fragile, les populations présentent une vulnérabilité structurelle après de nombreux chocs et se trouvent enfermées dans une trappe à la pauvreté. Les aides actuelles, orientées vers les plus pauvres (en situation d'urgence), maintiennent un contexte de « soins palliatifs ». La classe des familles pauvres, tout juste en capacité de produire, ne peut recapitaliser sans soutiens externes.

Risque de résurgence du conflit.

En l'absence d'un soutien déterminé et rapide au système économique, le conflit a de fortes chances de réapparaître à l'occasion de tensions, d'un choc ou tout simplement de l'érosion des perspectives de reprises. Ces occasions ne vont pas manquer : nécessaire déception d'une partie de la population après des élections décalées, possible récolte moins abondante, période de soudure agricole difficile, accroissement des prix de nombreuses denrées durant la saison des pluies si les transports ne s'améliorent pas, découragement dû aux difficultés quotidiennes, épizooties, érosion du capital ponctionné durant les derniers pillages

Deux dynamiques sont aujourd'hui en concurrence sur tout le territoire national: celle de la résurgence du conflit et celle du redressement économique. Elles sont parallèles. Si des groupes désœuvrés se remettent

à couper des routes, piller des villages ou rançonner des personnes, même de façon marginale, la dynamique du redressement économique sera rompue du fait de l'occurrence de ces risques. La spirale de l'effondrement se réactivera, alimentée par des événements conflictuels récurrents engendrant la récession économique qui stimulera à son tour des facteurs de déstabilisations.

La communauté internationale doit mesurer le coût d'une instabilité régionale qui découlera d'une nouvelle crise. Si elle n'agit pas maintenant, ce coût sera le double demain.

L'objectif est d'éviter la résurgence du conflit en couplant des solutions à impact rapide à des mesures plus structurelles de redressement. Les projets doivent s'appuyer sur l'existant et réactiver les structures participatives de la société civile en acceptant des améliorations parfois provisoires. Ces projets doivent être attentifs à l'intégration des jeunes anciens combattants et associer les services publics. La coordination de ce programme doit générer des synergies entre projets qui doivent être suivis de près.

Principaux leviers:

- 1. Recapitaliser pour investir et produire.** Après des mois de pillage et de racket, les ménages tentent lentement de recapitaliser l'essentiel (biens domestiques et actifs productifs). L'absence de liquidités monétaires dans la zone bloque l'investissement et la consommation. L'injection de liquidités pour les ménages, par donation ou par prêt, constitue une mesure urgente. En étant en partie conditionnée à des projets d'investissement (outils, équipements, petit élevage...), elle permettra d'éviter que tout soit consommé.
- 2. Désenclaver l'Ouham.** Le redressement économique de pourra s'initier sans la remise en état des voies d'accès à la Sous-préfecture.
- 3. S'appuyer sur la filière coton.** Levier d'entraînement majeur sur l'économie locale tant au niveau des revenus distribués que de l'activité agricole et annexe (transport, banque, réparation, commerce, etc), la filière coton doit reprendre rapidement.
- 4. Relancer la culture attelée.** Levier central de l'accroissement de la production vivrière, cette relance permettra des extrants agricoles, sources d'apports en liquidités.
- 5. Faciliter le crédit et les transferts.** Complément essentiel des leviers précédents, la reprise du crédit et des transferts de fonds permettra d'accompagner et de sécuriser le redressement économique.
- 6. Disposer de services publics accompagnant le développement.** Le repositionnement de l'Etat et des collectivités doit garantir la pérennité du relèvement économique et la reprise des impôts et taxes.
- 7. Communiquer et informer.** Le processus de relèvement doit être visible et transparent en garantissant un bon niveau d'informations et de sensibilisation sur tout le territoire.
- 8. Investir dans le capital humain.** Redonner des perspectives en développant des qualifications correspondant aux besoins locaux en visant particulièrement les jeunes. Investir dans le capital humain est prioritaire dans un environnement post-conflituel en situation de relance économique.

Le redressement de la Sous-préfecture de Bossangoa ne constitue pas seulement l'amélioration économique d'une localité. Ce redressement doit produire des effets d'entraînement à la fois économiques et pacifiques sur le reste de la région et du pays. La restauration des moyens de production et d'échange

doit être une priorité car elle représente un enjeu décisif dans le relèvement de la République Centrafricaine.